

Termes de Référence

Evaluation thématique sur les questions de genre dans les interventions du PAM au RCA 2014-2018

Table des Matières

1. Introduction	1
2. Les raisons de l'évaluation	1
2.1 Logique.....	1
2.2 Les objectifs de l'évaluation	1
2.3 Participants et utilisateurs	2
3. Contexte et sujet de l'évaluation.....	5
3.1. Contexte.....	5
3.2. Objet de l'évaluation.....	7
3. Approche de l'évaluation.....	9
3.1. Champ.....	9
3.2. Critères d'évaluation et Questions	9
3.2.1. Critères d'évaluation	9
3.2.2. Questions d'évaluation	9
3.3. Disponibilité des données.....	10
3.4. Méthodologie.....	11
3.5. Assurer la qualité	12
4. Phases et Produits à Délivrer	13
5. Organisation de l'évaluation et considérations éthiques	15
5.1. Conduite de l'évaluation	15
5.2. Composition et Compétences de l'équipe.....	16
5.3. Considérations de Sécurité	17
5.4. Considerations éthiques	17
6. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes.....	18
7. Communication et budget	19
7.1. Communication.....	19
7.2. Budget.....	20
Annexe 1 Cartographie de la présence du PAM en RCA.....	21
Annexe 2 Calendrier de l'évaluation.....	22
Annexe 3 Membres du comité d'évaluation interne et du groupe de référence de l'évaluation	23
Annexe 4 : Nombre des bénéficiaires prévus dans l'ICSP 2018.....	25
Annexe 5 Acronymes.....	26
Annexe 6. Plan de Communication externe.....	1

1. Introduction

1. Ces Termes de Référence (TDR) sont pour l'évaluation thématique sur les questions de genre dans les interventions du PAM en République Centrafricaine (RCA). Cette évaluation est habilitée par le Bureau de Pays du PAM en RCA et couvrira la période 2014-2018. Elle aura lieu pendant la période mai 2018 (formulation des TDR) à juillet 2019 (rapport final de l'évaluation), avec une mission de collecte de données prévue en novembre 2018.
2. Ces TDR ont été préparés par le Bureau de Pays du PAM RCA en se basant sur la revue de documents initiales et sur la consultation des participants, et en suivant un modèle standard. Ces TDR devrait d'une part fournir des informations importantes à l'équipe d'évaluation et aider à les guider au cours du processus d'évaluation ; et d'autre part fournir des informations importantes aux participants sur l'évaluation proposée.

2. Les raisons de l'évaluation

2.1 Logique

3. Le bureau du PAM au RCA a décidé de focaliser l'évaluation thématique sur les questions de genre dans les interventions du PAM au RCA. L'évaluation décentralisée axée sur le genre dans les interventions du PAM pendant la période 2014-2018 est une opportunité pour le Bureau pays d'apprendre comment les programmes et politiques d'assistance alimentaire et nutritionnelle ont contribué à offrir une assistance alimentaire adaptée, à encourager la participation à l'élaboration et la mise en œuvre des interventions de sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'optique de la transformation des relations entre les sexes.
4. L'évaluation aura une approche d'apprentissage, et va se focaliser notamment sur les leçons apprises pour guider l'adoption d'une démarche transformative visant la parité hommes-femmes dans le cadre de la définition et mise en œuvre du Plan Stratégique Pays de la RCA (2020-2024). Cette évaluation pourra particulièrement apporter des données actualisées de qualité définissant une batterie d'action permettant au bureau pays de renforcer ou réorienter sa stratégie d'intervention, y compris le travail du PAM en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux, et les mesures institutionnelles pour intégrer le genre ainsi que les questions de protection dans tous les programmes et politiques.
5. L'évaluation décentralisée du BP s'aligne avec le Plan Nationale de Relèvement et de Consolidation de la Paix (2017-2021) de la RCA et le plan d'action de l'UNDAF (2018-2021).

2.2 Les objectifs de l'évaluation

3. Les évaluations au PAM ont deux objectifs qui se renforcent mutuellement, la redevabilité et l'apprentissage. Cette évaluation va particulièrement se focaliser sur le processus d'apprentissage des leçons apprises ainsi que la définition et la mise en œuvre de mesures correctives. À moindre mesure cette évaluation aura pour objectif d'améliorer la redevabilité envers les bénéficiaires.
4. Apprentissage - L'évaluation va définir les raisons pour lesquelles certains résultats sont survenus ou non, afin de tirer des leçons, des meilleures pratiques, y compris des partenaires externes, et des indications pour apprendre et améliorer les interventions afin de promouvoir une approche transformative visant la parité hommes-femmes. Elle fournira des recommandations qui reposent des données actualisées et incontestables afin d'élucider quel devrait être le processus à suivre

afin d'avoir des politiques et programmes d'assistance alimentaire et nutritionnelle contribuant à l'égalité des sexes. Les résultats de cette évaluation seront disséminés à un éventail large d'audience (gouvernement, partenaires, bailleurs, bénéficiaires etc.) et les leçons retenues permettront de définir et réviser les programmes et les politiques du prochain Plan Stratégique Pays de la RCA qui devraient cibler les femmes, les hommes, les filles et les garçons et contribuer à l'égalité des sexes des personnes les plus vulnérables dans le pays.

5. Redevabilité – L'évaluation analysera et rendra des comptes sur la performance et les rapports des résultats des interventions du PAM dans le domaine du genre. L'évaluation décentralisée portera sur la politique du PAM en matière de parité entre les sexes, ainsi que toutes les activités et processus liés à leur développement, leur mise en œuvre, la mobilisation et la disponibilité des ressources, le suivi et l'évaluation des activités, la production de rapports pertinents pour répondre aux questions d'évaluation. Une réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation sera préparée pour identifier les mesures qui seront adaptées pour les mettre en œuvre.
6. Le bureau pays du RCA, traite de façon systématique la problématique du genre dans ses interventions en conformité avec la politique du genre du PAM. L'évaluation permettra de comprendre et d'apprécier :
 - Dans quelle mesure les questions d'égalité des sexes ont-elles été traitées de manière adéquate par le programme ?
 - Évaluer les résultats obtenus jusqu'ici et le guide de prise de décision en ce qui concerne la réduction de l'écart entre hommes et femmes sur le plan de sécurité alimentaire et de la nutrition
 - Le niveau de connaissance du personnel et la capacité de prendre en compte les questions liées au genre dans la formulation et la mise en œuvre des activités du ICSP.
 - Pour des fins d'apprentissage, guider l'exécution du programme basé sur les enseignements et l'analyse des résultats passés ainsi que les leçons apprises des partenaires et les pratique des cultures locales.
 - Fournir des outils pour les administrateurs de programme à faire bon usage des ressources disponibles et améliorer l'efficacité du programme.

Résultats éclaireront également l'approche de Plan stratégique du pays, qui fournit les éléments de gouvernement national pour comprendre comment mieux cibler les questions de sécurité alimentaire en RCA et permettre au BP d'affiner les opérations en cours et la mise en œuvre d'une perspective transformative si nécessaire (telles que l'adaptation de ciblage et les modalités d'assistance, favoriser des approches visant la parité entre les sexes).

2.3 Participants et utilisateurs

7. Plusieurs intervenants internes et externes du PAM ont des intérêts dans les résultats de l'évaluation, et certains d'entre eux demanderont de jouer un rôle dans le processus. Le tableau 1 ci-dessous fournit une analyse préliminaire des participants, qui devrait être approfondie par l'équipe d'évaluation dans le cadre de la phase de démarrage.
9. **La responsabilité envers les populations affectées** est liée aux engagements du PAM d'inclure les bénéficiaires comme des intervenants clés dans le travail du PAM. Par conséquent, le PAM s'engage à garantir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le processus d'évaluation, avec

la participation et la consultation dans l'évaluation par les femmes, les hommes, les garçons et les filles issues de différents groupes.

Tableau 1 : Analyse Préliminaire des Participants

Participants	Intérêt dans l'évaluation et utilisations probables du rapport d'évaluation pour cette partie prenante
PARTIES PRENANTES INTERNES	
Bureau de Pays (BP) PAM	Chargée de l'exécution des opérations de planification au niveau de pays, le bureau pays est l'acteur principal de cette évaluation. Il a un intérêt direct dans l'évaluation et un intérêt pour l'apprentissage de l'expérience pour soutenir les décisions. Il est également appelé à rendre compte en interne aussi bien quant à ses bénéficiaires, les partenaires de l'exécution et les résultats de son exploitation. En outre, le bureau pays tient à identifier les leçons apprises et les meilleures pratiques qui informeront l'assistance alimentaire future et le développement de stratégies pour le lutte contre la pauvreté et la mise en œuvre en plus de la responsabilité accrue envers le gouvernement de la RCA, d'autres partenaires, les donateurs et les bénéficiaires.
Bureau Régional (BR) PAM à Dakar	Responsable à la fois de superviser les Bureaux de Pays (BPs) et de donner des conseils techniques d'orientation et de soutien, le management du BR est intéressé par un compte-rendu indépendant et impartial des observations de l'évaluation afin d'appliquer les leçons retenues à d'autres bureaux de pays.
Siège du PAM, y compris Bureau de Genre (GEN)	Le PAM est intéressé par les leçons qui émergent des évaluations, en particulier quand elles ont trait aux stratégies, politiques, champs thématiques du PAM ou aux modalités de livraison pertinentes aux programmes plus étendus du PAM. Le Bureau de Genre du PAM sera particulièrement intéressé par cette évaluation et ses constats et recommandations et comment elles seront intégrées dans la formulation du CSP pour lui assurer un objectif transformationnel des relations hommes-femmes.
Bureau de l'Evaluation (OEV)	L'OEV est intéressé à veiller à ce que les évaluations décentralisées fournissent des évaluations de qualité, crédibles et utiles qui respectent les dispositions d'impartialité ainsi que les rôles et les responsabilités de divers participants aux évaluations décentralisées tel qu'identifiées dans la politique d'évaluation.
Conseil d'administration du PAM (EB)	L'organe directeur du PAM a un intérêt à être informé sur l'efficacité des opérations du PAM. Cette évaluation ne sera pas présentée à l'EB, mais ses conclusions peuvent nourrir les synthèses annuelles et les processus d'apprentissage.
PARTIES PRENANTES EXTERNES	
Bénéficiaires	Comme les bénéficiaires de l'assistance alimentaire, les bénéficiaires ont un intérêt dans l'assistance du PAM afin de déterminer si son assistance est efficace et appropriée. Ainsi, on déterminera le niveau de participation à l'évaluation des femmes, des hommes, des garçons et des filles issues de différents groupes et leurs points de vue respectifs seront recherchés. Les bénéficiaires ciblés pour les interventions de l'ICSP et de l'EMOP tels que les ménages réfugiés, les déplacés en site, ceux en familles d'accueil, les retournés et les plus vulnérables de la population hôte.

Gouvernement	Le Gouvernement a un intérêt direct pour savoir si les activités du PAM dans le pays sont conformes à ses priorités, harmonisées avec l'action d'autres partenaires et répondent aux résultats attendus. Le Ministère de la Santé, de l'Education, de la Promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant, de l'Agriculture, du Plan sur l'intégration du genre dans la formulation des politiques et programmes sont les acteurs plus impliqués et voudraient bénéficier de la preuve des résultats des premières phases de l'évaluation du iCSP, ainsi que d'identifier les leçons apprises et informer l'orientation stratégique pour l'intensification et l'orientation des activités.
Equipe de Pays des Nations Unies (UNCT)	Action harmonisée de l'équipe de pays devrait contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux du développement. Elle a donc intérêt à s'assurer que l'opération du PAM est efficace en contribuant aux efforts des Nations Unies concertée. Diverses agences sont également des partenaires directs du PAM au niveau de l'activité politique. Le PAM RCA collabore activement avec la FAO, l'UNICEF, UNFPA, OCHA et UNHCR. L'évaluation fera un focus sur l'UNDAF et les interactions entre les agences du Système de Nations sur les politiques du genre.
Organisations Non Gouvernementales	Les ONG sont des partenaires du PAM et partenaires dans le déploiement de programme pour la mise en œuvre de certaines activités tout en ayant leurs propres interventions. Les résultats de l'évaluation susceptibles d'affecter les modalités de mise en œuvre future, des orientations stratégiques et des partenariats. L'évaluation permettra de comprendre comment la politique du PAM en matière du genre est intégrée dans les activités des ONGs ainsi que, le niveau d'appréciation fait par les différents acteurs.
Bailleurs de fonds [USAID, Japon, Canada, ECHO]	Opérations du PAM sont volontairement financées par plusieurs bailleurs. Ils ont intérêt à savoir si leurs fonds ont été dépensés efficacement et si le travail du PAM a été efficace, efficient et a contribué à leurs propres stratégies et programmes.

10. Les principaux utilisateurs de cette évaluation seront ceux qui en ont besoin pour prendre des décisions relatives au programme de mise en œuvre et/ou de conception, de partenariats, intensification des activités ou des interventions :

- Le Bureau de Pays du PAM et ses partenaires dans le processus décisionnel, notamment liés à la mise en œuvre et/ou à la conception du programme, à la Stratégie Pays et aux partenariats.
- Le Bureau régional (RB) prévoit d'utiliser les résultats de l'évaluation pour fournir une orientation stratégique, appui au programme et contrôle ;
- Le siège du PAM peut utiliser les résultats de l'évaluation pour la redevabilité et l'apprentissage organisationnel plus large ;
- Le Bureau d'Evaluation (OEV) peut utiliser les résultats de l'évaluation pour alimenter les synthèses d'évaluation ainsi que pour produire une déclaration annuelle au Conseil d'administration ;
Les principaux intervenants tels que le gouvernement, les bailleurs de fonds internationaux, les agences des Nations Unies et les ONG utilisent constatations de l'évaluation pour répondre aux lacunes et élargir l'assistance alimentaire et des programmes de protection sociale ;
- Les résultats serviront aussi pour la redevabilité de comptes et la collecte de fonds, montrant les performances et démontrant les réalisations ainsi que les besoins au gouvernement, donateurs et des bénéficiaires.

3. Contexte et sujet de l'évaluation

3.1. Contexte

11. La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé et caractérisé par des insuffisances en termes d'infrastructures socio-économiques (mauvais état des routes, insuffisances des marchés) et frappé de manière récurrente par des crises sécuritaires qui freinent toutes actions de relèvement, d'accès aux services sociaux de base et empêchent son développement. Malgré son important potentiel agricole et ses ressources minières, la RCA se trouve classée au 188^{ème} rang sur 188 pays au regard de l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies (rapport de 2016). Selon la même source précédemment citée, la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, le chômage est élevé, l'accès aux services d'éducation et de santé de base n'est pas assuré, il existe de très fortes inégalités et l'espérance de vie à la naissance est la deuxième plus faible au monde. En 2016, la population est estimée à 4.5 millions de personnes (51% de femmes et 49% d'hommes).
12. L'agriculture représente 46% du PIB et 75% de la population pour couvrir sa consommation alimentaire et assurer une part importante de ses revenus. A l'échelle nationale, l'analyse du genre de l'insécurité alimentaire indique que le phénomène n'a pas forcément un visage féminin (ENSA 2017). En effet, 44% des femmes dirigeant un ménage sont touchés par l'insécurité alimentaire, les ménages dirigés par des hommes sont touchés pratiquement au même degré (45%). Par contre, l'insécurité alimentaire en milieu rural pour les femmes chef de ménage (57%) est une préoccupation importante comparé aux hommes chef de ménage (49%).
13. Les résultats de l'ENSA 2017¹ illustre clairement des disparités entre les hommes et les femmes dirigeant un ménage en RCA quant à l'accès à la terre, la pratique de l'agriculture ou la possession du bétail. L'analyse des sources de revenu montre que l'agriculture constitue la principale source de revenu pour les ménages dirigés par un hommes (60%) ainsi que pour ceux dirigés par les femmes (55%). Les deux autres sources de revenus les plus souvent pratiqués par les femmes sont le petit commerce (22%) suivi par le travail journalier (7%). Par contre, les sources de revenus le plus souvent pratiqué par les hommes sont le petit commerce (11%), le travail journalier (8%) et la fonction publique (6%).
14. Selon l'ENSA 2017, La grande majorité des hommes chef des ménages avaient accès à une parcelle de terrain (76%) comparé à 70% des femmes. Tandis que 63% des femmes dirigeant un ménage a pratiqué l'agriculture lors de la saison agricole de 2017-2018 comparé à 69% des hommes. Seulement 19% des femmes chef de ménage possèdent des têtes de bétail comparé à 27% des hommes. Cette combinaison des facteurs défavorables aux femmes engagées dans les activités agricoles par rapport aux hommes contribue à une inégalité entre les sexes et aux opportunités agro-pastorales.
15. La recrudescence des activités des groupes armés au cours de 2017 et début de 2018 a entraîné des affrontements et des violences dans plusieurs préfectures qui étaient encore stables, notamment celles de la Basse-Kotto, de la Haute-Kotto, du Mbomou et du Haut-Mbomou. Ce regain d'activités des groupes armés présente un risque majeur pour la liberté de mouvement de milliers de personnes à risque, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivants avec un handicap ainsi que pour les minorités ethniques et/ou religieuses. D'après le Plan de Réponse Humanitaire 2018 de la RCA 10% d'incidents de violence sexuelle basée

¹ Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) en RCA, Décembre 2017.

sur le genre (SGBV) de juillet et août 2017 enregistrés dans le gender based violence information management system (GBVIMS) ont eu lieu sur des sites de déplacés, dont la plupart compte une présence d'hommes armés. Ceci représente une augmentation de 50% des violences liées au genre par rapport à la moyenne des 6 mois précédents.

16. L'indice d'inégalité entre les sexes pour la RCA est de **0,648** ceci illustre clairement que les disparités entre genre sont énormes. En mars 2018, **687 398** personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été signalées par la Commission de mouvement de population (CMP) dont **268 304** personnes sur 77 sites de déplacés². Les femmes constituent 55% de la population se trouvant sur les sites de déplacés à travers le pays (CMP). Le taux d'analphabétisme des femmes est très élevé, 70% contre 30% chez les hommes. Le taux de scolarisation des filles au niveau primaire est de 55% contre 71% chez les garçons. Il représente seulement 15% pour les filles contre 26,5% chez les garçons au niveau secondaire. 12% des femmes adultes ont au moins atteint le niveau d'éducation secondaire contre 30% des hommes³.
17. Sous l'action conjuguée du gouvernement et de ses partenaires, une politique nationale de promotion de l'égalité et de l'équité a été adoptée en 2005, un plan d'action en 2007 et une Stratégie Sectorielle Egalité de Genre et Réduction de la pauvreté en 2011. La Politique Nationale de Promotion de l'Egalité et de l'Equité (adopté en 2005) traduit une évolution dans la vision nationale en la matière. Elle met d'avantage l'accent sur : (i) le principe de l'égalité et sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et des filles ; (ii) l'adhésion aux Traités internationaux sur les droits de la personne et le développement du partenariat dans le cadre de la coopération internationale ; (iii) l'approche basée sur les résultats comme moyen indispensable pour parvenir à un développement humain durable au service de l'individu.
18. Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement de la Centrafrique, UNDAF+ 2018-2021 présente les priorités spécifiques des Agences de Nations Unies de manière complémentaire. Toutes les interventions des agences seront destinées à appuyer la réalisation des objectifs prioritaires du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021 (RCPCA) du Gouvernement centrafricain à savoir : (i) Promouvoir la paix, la sécurité et la réconciliation ; (ii) Renouveler le contrat social entre l'Etat et la Population ; et (iii) Promouvoir le relèvement économique et relancer les secteurs productifs.
19. Les principaux bailleurs du PAM, au RCA sont les Etats-Unis, ECHO, Norvège et le Canada.
20. L'évaluation pourra bénéficier des leçons apprises dans le contexte des évaluations précédentes le plus pertinentes, notamment,
 - L'évaluation du Portefeuille d'Activités du PAM (2017) : L'évaluation du Portefeuille de 2017 a recommandé que le PAM devrait collaborer si possible avec le FIDA et la FAO pour institutionnaliser les partenariats pour la programmation et la mobilisation des ressources, en particulier dans les domaines de la résilience agricole et de l'égalité des sexes.
 - L'évaluation globale de la politique du genre du PAM (2014)
21. Une analyse contextuelle des interventions du PAM dans le domaine du genre sera développée par l'équipe d'évaluation pendant la phase de démarrage qui sera utilisée pour la formulation de la méthodologie d'évaluation. Cette analyse devrait également fournir un aperçu de la dynamique

² Commission Mouvement de Populations, Mars 2018.

³ Besoins Aperçu des Humanitaires RCA, Novembre 2017.

contextuelle de genre et un aperçu des obstacles structurels liés au genre et des vulnérabilités spécifiques, en relation avec les interventions du PAM. Cela devrait également englober le contexte du pays et inclure des informations pertinentes sur l'architecture du genre dans le pays, et des politiques et programmes nationaux pertinents pour lutter contre l'inégalité entre les sexes.

3.2. Objet de l'évaluation

22. Le PAM met en œuvre en RCA l'Intérim Plan Stratégique Pays (2018-2020) en étroite collaboration avec le gouvernement Centrafricain par le biais de 11 activités :

- a. Distributions générales de vivres ou des transferts de type monétaire, des aliments nutritifs (Activité 1) aux déplacés internes, aux rapatriés et aux communautés hôtes touchées par la crise.
- b. Distribution de repas scolaires d'urgence aux élèves des ménages de la population hôte et déplacés touchés par la crise dans les localités ciblées (Activité 2)
- c. Mettre en œuvre un programme général d'alimentation complémentaire pour la prévention de la MAM chez les enfants âgés de 6 à 23 mois (Activité 3).
- d. PAM fournira un ensemble de services de dépistage, de traitement, de santé et d'éducation nutritionnelle afin d'améliorer la récupération nutritionnelle chez les personnes vivant avec le VIH ou TB et recevant un traitement et pour prévenir la malnutrition chronique chez les femmes enceintes et allaitantes et enfants de moins de 2 ans (Activité 4).
- e. Renforcer les capacités des autorités sanitaires, du personnel des centres de santé et des agents de santé communautaire pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes afin de mettre en œuvre le programme SUN (Activité 5).
- f. Fournir des repas scolaires nutritifs aux élèves dans les zones ciblées (Activité 6).
- g. Fournir aux petits agriculteurs des transferts sociaux pour soutenir la création d'actifs et l'assistance technique afin d'accroître leur accès aux marchés, y compris les achats effectués dans le cadre des programmes de repas scolaires du PAM (Activité 7).
- h. Fournir une assistance technique au gouvernement pour renforcer les capacités dans les politiques de lutte contre la faim, la planification stratégique et la fourniture de programmes aux fonctionnaires (Activité 8).
- i. Renforcer les capacités du Gouvernement pour mettre en place une plate-forme nationale de protection sociale en collaboration avec la Banque mondiale, basée sur des données nationales et infranationales sur la faim zéro (Activité 9).
- j. Fournir des services communs de logistique et de ETC au gouvernement et aux partenaires des Nations Unies et des ONG pour mener des opérations de terrain efficaces et assurer la sécurité du personnel (Activité 10).
- k. Fournir des services aériens humanitaires à tous les partenaires jusqu'à ce que des alternatives appropriées soient disponibles (Activité 11).

23. Le ICSP est mis en œuvre dans toutes les préfectures du pays sauf pour les préfectures de Bamingui Bangoran, Kémo et Sangha Mbaéré.

24. Budget total de l'ICSP est d'une valeur de US\$ 97,560,045. Au juin 2018, le ICSP est financé à 39 % (US\$ 38,048,417 millions).

25. Pour un sommaire des informations de l'EMOP 200799 telles que les montants de transfert de nourriture et les nombres des bénéficiaires atteints voir les Strategic Project Reports de la RCA [ici](#).
26. Le cadre logique figure dans les document de projets de l'EMOP [200799](#) et de l'[ICSP 2018](#) (p. 24-32).

Sujet de l'évaluation

27. L'Évaluation décentralisée porte sur les activités de l'*Interim Country Strategic Plan (ICSP)* en 2018 et les opérations EMOP 200799 de la période de janvier 2014 à décembre 2017. Elle s'intitule « **Evaluation thématique du genre des interventions du PAM au RCA** ». Les considérations de genre seront centrales dans le processus d'évaluation pour s'assurer que les problèmes et inégalités rencontrés par les femmes, les filles et les hommes et les garçons qui représentent les populations les plus vulnérables seront ressorties.

28. Les activités du PAM au RCA dans la période 2014-2018 incluent :

19.1. Regional EMOP (EMOP 200799)

Component 1: General Food Distribution (GFD)

Component 2: Food for Asset (FFA)

Component 3: Targeted Supplementary Feeding Programmes (TSFP)

Component 4: Blanket Supplementary Feeding Programme (BSFP)

Component 5: Food by Prescription (FbP)

Component: Emergency School Feeding

19.3. Interim Country Strategic Plan (ICSP)

ACTIVITY 1: Provide general food distributions, nutritious food and/or cash transfers to refugees, IDPs, returnees and crisis-affected host communities (activity category 1; modality: food, CBT)

ACTIVITY 2: Distribute emergency school meals to primary school children from crisis-affected families in targeted localities (activity category 4; modality: food)

ACTIVITY 3: Implement Blanket Supplementary Feeding Programme (BSFP) for the prevention of MAM among children aged 6 to 23 months (activity category 6; modality: food, capacity strengthening)

ACTIVITY 4: Provide a comprehensive package for the prevention and treatment of malnutrition to children with MAM aged 6 to 59 months, PLW, girls and provide food by prescription to ART patients (activity category 5; modality: food, capacity strengthening)

ACTIVITY 5: Provide capacity strengthening to health district authorities, health centre staff and community health workers (CHW) in programme design, implementation and monitoring to deliver SUN agenda (activity category 9; modality: capacity strengthening)

ACTIVITY 6: Provide nutritious school meals to school children in targeted areas (activity category 4; modality: food)

ACTIVITY 7: Provide smallholder farmers with transfers to support asset creation and with technical assistance to increase their access to markets, including purchases from WFP supported school meals (activity category 7; modality: food, CBT, capacity strengthening)

ACTIVITY 8: Provide capacity strengthening in zero hunger policies, strategic planning and delivery of programmes to public officials (activity category 9; modality capacity strengthening)

ACTIVITY 9: Provide capacity strengthening to the government to establish a national social safety net platform in collaboration with World Bank and MINEPC, informed by national and sub-national

Zero Hunger data, monitoring and accountability systems (activity category 10; modality: capacity strengthening)

ACTIVITY 10: Provide common logistic and ICT services to government, UN and NGO partners, to run effective field operations and provide for staff security (activity category 10; modality: service delivery)

ACTIVITY 11: Provide Humanitarian Air Services to all partners until appropriate alternatives are available (activity category 10; modality: service delivery)

Pour tous les détails, voir les documents des projets de l'EMOP [200799](#) et du [ICSP 2018](#).

3. Approche de l'évaluation

3.1. Champ

29. L'évaluation concernera toutes les activités du PAM au RCA pendant la période 2014-2018. C'est une évaluation thématique portant sur les questions de genre des interventions du PAM pour la période mentionnée ci-dessus. L'évaluation se fera auprès des bénéficiaires et avec les partenaires du PAM dans les préfectures de mise en œuvre des activités selon le contexte sécuritaire.

3.2. Critères d'évaluation et Questions

3.2.1. Critères d'évaluation

30. L'évaluation appliquera les critères d'évaluation internationaux de pertinence, d'efficacité/impact, efficacité et durabilité.⁴ Les questions de genre, y compris la parité entre hommes-femmes, l'émancipation et l'autonomisation de la femme, devront être considérées tout au long de l'évaluation : dans la préparation des outils de collecte de données, dans la conduite de la mission, dans la préparation des rapports de démarrage et d'évaluation (dans les constats, l'analyse, les conclusions et les recommandations).

Associés aux critères d'évaluation, l'évaluation portera sur les questions clés suivantes, qui seront développées par l'équipe d'évaluation au cours de la phase de lancement. Collectivement, les questions visent à mettre en relief les principaux enseignements, ainsi que la pertinence et l'efficacité des interventions du PAM qui ciblent les femmes, les hommes, les filles et les garçons les plus vulnérables dans le pays.

3.2.2. Questions d'évaluation

31. Associés aux critères d'évaluation, l'évaluation portera sur les questions clés suivantes, qui seront développées davantage par l'équipe d'évaluation au cours de la phase de démarrage. Collectivement, les questions visent à mettre en relief les principaux enseignements et la performance des interventions du PAM en RCA pour contribuer à réduire l'écart entre hommes et femmes sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cet exercice aura pour objectif d'informer les décisions opérationnelles stratégiques et opérationnelles du Plan Stratégique Pays de la RCA.

⁴ Pour tous les détails: <http://www.oecd.org/dac/revue/dacriteriaforevaluatingdevelopmentassistance.htm> et <http://www.alnap.org/what-we-do/revue/eha>

Tableau 2 : Critères et questions d'évaluation

Critères	Questions d'évaluation
Pertinence	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans quelle mesure les interventions du PAM RCA sont appropriées aux besoins de la population en insécurité alimentaire et malnutrition et ont contribué à transformer les relations entre les sexes, à fournir une assistance alimentaire adaptée et faciliter la participation sur un pied d'égalité des hommes et femmes dans la formulation et la mise en œuvre de ces interventions ? 2. Dans quelle mesure les questions d'égalité des sexes ont-elles été traitées de manière adéquate par le programme 3. De quelle manière le PAM pourrait-il améliorer la pertinence de ses activités pour contribuer à la transformation des relations entre hommes et femmes préconisées par la Politique Genre (2015-2020), en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux ?
Efficacité / Impact	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment la réalisation des objectifs prévus de l'intégration du genre et l'autonomisation des femmes et des filles varie-t-elle selon l'approche et le lieu ? Où l'intégration du genre a-t-elle le mieux réussi, où le moins, et pourquoi ? 2. Dans quelle mesure l'intégration du genre a contribué à transformer les relations entre les sexes (à moyen et court terme) ainsi que l'autonomisation des femmes et des filles ? Est-ce que cette intégration du genre a contribué à des changements institutionnels ? Comment améliorer l'intégration du genre dans les futures interventions du PAM dans le pays ? 3. Pour répondre à cette question l'évaluation devrait générer des raisons pour les principaux facteurs internes et externes qui ont causé les changements observés et affecté la façon dont les résultats ont été obtenus. L'évaluation est susceptible de mettre l'accent, entre autres, sur : <ol style="list-style-type: none"> a. En interne (facteurs relevant du PAM) : les processus, les systèmes et les outils en place pour appuyer l'intégration du genre, mise en œuvre et suivi-évaluation. b. Extérieurement (facteurs de contrôle du PAM à l'extérieur) : l'environnement opérationnel externe ; la situation sécuritaire ; incitations externes et les pressions, etc.
Efficiences	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles ont été les approches de l'intégration du genre et d'autonomisation des femmes et des filles dans les interventions du PAM RCA les plus et/ou moins rentables ?
Durabilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. La conception et la mise en œuvre de l'approche d'intégration du genre ont-elles incorporé des mesures de durabilité, telles que le renforcement des capacités du staff du PAM, du gouvernement (national et local), des communautés, des bénéficiaires et d'autres partenaires ? 2. Ces mesures de durabilité visant la composant genre ont-elles été entièrement mises en œuvre dans les interventions du PAM de manière cohérente ? 3. Pour améliorer la durabilité des résultats de ses interventions dans ce domaine, quelle mesure le PAM pourrait-il adopter ?

3.3. Disponibilité des données

32. Les sources de données qui seront exploitées pour cette évaluation sont : ENSA 2014, 2015, 2016 et 2017, SPR, la base de COMET, les données des PDM, les plans de distributions ainsi que l'Évaluation du Portefeuille Pays de 2017. Les données sont principalement produites par le PAM. Les informations issues des données secondaires seront exploitées. Ces données secondaires seront collectées auprès des différents partenaires du PAM (Gouvernement, SNU, ONG locales ou internationales)

33. En ce qui concerne la qualité des données et des informations, l'équipe d'évaluation devrait :
- a. Évaluer la disponibilité et la fiabilité des données dans le cadre de la phase de démarrage en s'appuyant sur les informations fournies dans la section 3.3. Cette revue renseignera la méthodologie de collecte des données
 - b. Vérifier de façon systématique l'exactitude, la constance et la validité des données collectées et des informations, et reconnaître toute limitation/ mise en garde pour tirer des conclusions utilisant les données.

3.4. Méthodologie

34. La méthodologie sera conçue par l'équipe d'évaluation au cours de la phase de démarrage mais elle devrait surtout s'appuyer sur une méthode à prédominance qualitatives et participative.
35. On s'attend à ce que l'équipe d'évaluation adopte l'approche la plus rigoureuse possible afin de maximiser la qualité, la crédibilité et l'utilité de l'évaluation et de répondre aux questions d'évaluation de manière à atteindre le double objectif de redevabilité et d'apprentissage. L'approche consistera en :
- Un examen des documents de politique de genre au niveau du PAM et du système des Nations Unies, des organisations de comparaison et de l'évolution des concepts et des approches de genre.
 - Une évaluation des principaux documents de politique et de stratégie du PAM.
 - Un examen des processus d'entreprise sélectionnés qui ont des incidences sur la performance du PAM dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en interne et avec les partenaires.
 - Une évaluation d'une sélection de documents opérationnels du PAM des études de cas par pays.
36. La méthodologie d'évaluation devra : i) s'appuyer sur des méthodes mixtes, avec une prédominance pour les méthodes qualitatives et participatives en s'assurant que les femmes, les hommes, les filles et les garçons seront interviewés par un évaluateur adapté (ex : les femmes interviewées par une femme ; ii) démontrer l'impartialité et l'absence de prises de partie en s'appuyant sur des sources d'informations croisées (interviewes individuelles, revue documentaire, groupes de discussion, y compris avec les bénéficiaires, etc.) - la sélection de sites de visites de terrain devra aussi démontrer l'impartialité.; iii) utiliser des critères d'évaluation convenus au niveau international (CAD et ALNAP) ; et iv) être cohérent avec les questions d'évaluation étant donné les défis de l'évaluabilité et le budget alloué et le temps.
37. La méthodologie sera développée par l'équipe pendant la phase initiale et présentée dans le rapport de démarrage. Outre l'examen des documents, des entretiens et des discussions de groupe avec le personnel et les partenaires du PAM au siège, aux niveaux national et régional ; et les débriefings avec les principales parties prenantes, la méthodologie d'évaluation devrait également inclure : les cas d'études, les analyses comparatives, rapports d'enquêtes et de suivi, une revue de l'ensemble les données sur les processus et systèmes.
38. Elle appliquera une matrice d'évaluation qui se focalise sur les réponses aux questions d'évaluation importantes, en prenant en compte les défis de disponibilité des données, le budget et les contraintes de calendrier.

39. L'équipe d'évaluation s'assurera au cours de l'utilisation des méthodes mixtes que les femmes, filles, hommes et garçons de différents groupes de participants prennent part et que leurs différentes voix soient entendues et utilisées.
40. Les processus suivants pour assurer l'indépendance et l'impartialité seront employés : l'utilisation d'un Comité interne d'évaluation, l'établissement d'un Groupe de Référence d'évaluation (comprenant des partenaires externes), et la conduite de l'évaluation par une équipe des consultants externes.
41. Un certain nombre de risques potentiels pour l'évaluation ont été identifié et des mesures d'atténuation ont été proposées, comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessous :

Tableau 1 : Risques et mesures d'atténuation Risque potentiel	Mesures d'atténuation
Disponibilité limitée des données clés	Organiser la collecte de données supplémentaires Identifier les procurations Choisir des échantillons plus petits Utiliser des données provenant d'autres organismes
Difficultés logistiques à obtenir accès aux bénéficiaires	Utilisation de données historiques Utilisation des ONG internationales et locales sur le terrain de recueillir des données Bénéficiaires de contacter par téléphone (pour le filet de sécurité)
Difficultés à obtenir accès aux représentants et aux partenaires institutionnels	Préparer l'ordre du jour depuis longtemps à l'avance Au cours de la phase de lancement identifier plus d'un contact pour chaque établissement
Instabilité politique	Interview de personnes clés par téléphone où la rencontre face à face n'est pas possible Utilisation de données secondaires Réduire le temps de visite sur le terrain Réduction voyage
Questions de sécurité	Interview de personnes clés par téléphone où la rencontre face à face n'est pas possible Utilisation de données secondaires Réduire le temps de visite sur le terrain Aucun voyage et champ visites dans des secteurs dangereux

3.5. Assurer la qualité

42. Le Système d'Assurance Qualité pour les Evaluations Décentralisées (DEQAS) du PAM définit les standards qualité attendue de cette évaluation et détaille des processus avec des étapes intégrées pour l'Assurance Qualité, les Modèles pour les produits d'évaluation et les Listes de Vérification pour leur révision. Le DEQAS est aligné de près sur le système d'assurance qualité des évaluations du PAM (EQAS) et est basé sur les normes du GNUE et les standards de meilleure pratique de la communauté internationale d'évaluation, et a pour but de s'assurer que le processus et les produits de l'évaluation sont conformes aux meilleures pratiques.

43. Le DEQAS sera systématiquement appliqué à cette évaluation. Le Responsable de l'évaluation du PAM sera responsable de s'assurer que des progrès de l'évaluation selon le Guide du Processus Etape par Etape DEQAS et de conduire un contrôle qualité rigoureux des produits d'évaluation avant leur finalisation.
44. Le PAM a développé un ensemble de Liste de Vérification d'Assurance Qualité pour ses évaluations décentralisées. Cela inclut des Listes de Vérification pour les commentaires sur la qualité de chacun des produits de l'évaluation. La Liste de Vérification sera appliquée à chaque étape, pour assurer la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.
45. De plus, pour améliorer la qualité et la crédibilité de cette évaluation, un réviseur externe géré directement par le Bureau d'Evaluation du PAM au Siège fournira une revue des ébauches de rapport de démarrage et d'évaluation (en plus des ébauches des TDR), et apportera :
 - a. Des commentaires systématiques depuis le point de vue de l'évaluation, sur la qualité des ébauches de rapports de démarrage et d'évaluation ;
 - b. Des recommandations sur la façon d'améliorer la qualité des rapports finaux de démarrage et d'évaluation.
46. Le gestionnaire de l'évaluation réalisera une revue des commentaires et recommandations du QS et la partagera avec le chef d'équipe, lequel est sensé l'utiliser pour finaliser le rapport de démarrage/ évaluation. Afin d'assurer la transparence et la crédibilité du processus en ligne avec les normes et standards d'UNEG⁵, des explications logiques doivent être apportées pour toute commentaire qui ne soit pas prise en compte par l'équipe d'évaluation lors de la finalisation du rapport.
47. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les points de vue et l'indépendance de l'équipe d'évaluation, mais assure que le rapport fournit les preuves (données) nécessaires de façon claire et convaincante, et tire ses conclusions sur cette base.
48. Il sera demandé à l'équipe d'évaluation de s'assurer de la qualité des données (validité, constance et exactitude) pendant les phases analytiques et de compte-rendu. L'équipe d'évaluation devrait être assurée de l'accessibilité à toute la documentation pertinente au sein des dispositions de la directive sur la divulgation d'informations. Cela est disponible dans la Directive du PAM (#CP2010/001) sur la Divulgation d'Informations.
49. Tous les rapports d'évaluation finaux seront soumis à une revue de qualité post hoc à une entité indépendante à travers un processus géré par OEV. La ponctuation globale des rapports sera publiée en même temps que les rapports d'évaluation.

4. Phases et Produits à Délivrer

50. L'évaluation aura lieu selon la séquence suivante, présentant les produits à délivrer selon l'échelle de temps ci-dessous :

Illustration 1 : Carte du résumé du processus

⁵ UNEG 2016 Normes et Standards, Norme #7 affirme "que la transparence est un élément essentiel qui établit et crée confiance, favorise l'inclusion des parties prenantes et augmente le rendement de comptes public ».



51. **Phase de préparation (mars-juillet 2018)** : Le responsable de l'évaluation du bureau pays conduira les travaux de recherche préalables et des consultations pour concevoir l'évaluation, établira les termes de référence et sélectionnera la société (ou les consultants) chargée de gérer et mener l'évaluation.

52. **Phase de démarrage (août-octobre 2018)** : cette phase vise à préparer l'équipe d'évaluation en s'assurant qu'elle ait une bonne compréhension des attentes de cette évaluation et qu'elle dispose d'un plan précis pour la conduire. Cette phase inclura une revue documentaire des données secondaires et des premiers échanges avec les principales parties prenantes.

Produit attendu : Rapport de démarrage. Il indiquera de manière détaillée comment l'équipe prévoit de mener l'évaluation, l'accent étant mis sur les aspects liés à la méthodologie et à la planification. Il présentera une analyse du contexte et de l'opération, la méthode d'évaluation, articulée autour d'une étude approfondie de l'évaluabilité et des parties prenantes, une matrice d'évaluation, un descriptif de la technique d'échantillonnage et des outils de collecte des données. Il présentera en outre la répartition des tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un échéancier détaillé que les parties prenantes pourront consulter. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le descriptif du contenu du rapport de démarrage

La version préliminaire du rapport sera soumise au service externe de soutien de qualité indépendant. Une version révisée sera ensuite soumise au Groupe de Référence de l'Évaluation pour formuler des observations avant d'être soumis au Comité d'Évaluation pour approbation. Les commentaires des parties prenantes seront enregistrés dans une matrice par le responsable de l'évaluation et transmis à l'équipe d'évaluation pour examen avant finalisation du rapport de démarrage.

53. **Phase de collecte de données (Novembre – Décembre 2018)** : le travail sur le terrain se déroulera sur trois semaines et comprendra des visites sur les sites des interventions et la collecte de données primaires et secondaires auprès des parties prenantes locales. Deux sessions de compte rendu seront organisées une fois terminées les activités sur le terrain. La 1^{ère} sera interne et impliquera le bureau pays du PAM et les collègues concernés dans le bureau régional et au siège seront invités à participer en téléconférence. La deuxième session verra la participation des parties prenantes extérieures.

Produit attendu : Exposé de restitution. L'équipe d'évaluation fera une présentation sous forme de diaporama PowerPoint des constatations et des conclusions préliminaires. Il sera établi pour appuyer le compte rendu durant les séances de restitution interne et externe en fin de mission.

54. **Phase de Compte-rendu (janvier-mai 2019)** : le cabinet d'évaluation analysera les données collectées lors de la revue documentaire et du travail sur le terrain, conduira des consultations supplémentaires avec les parties prenantes, selon les besoins, et rédigera le projet de rapport d'évaluation. Celui-ci sera soumis au gestionnaire de l'évaluation à des fins d'assurance qualité.

Produit attendu : Rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation sous format Word présentera les constatations, les conclusions et les recommandations issues de l'évaluation. Le rapport sera concis et établi selon le modèle de rapport du PAM pour les évaluations décentralisées.

Les constatations devraient se fonder sur des données factuelles et se rapporter aux questions d'évaluation posées. Les résultats, les recommandations et les conclusions devront refléter une analyse

de l'écart entre les sexes. Les données seront ventilées par sexe, et par âge et analyseront les écarts constatés entre hommes et femmes ; filles et garçons dans la mise en œuvre du programme et d'en comprendre les causes afin d'apporter des mesures correctives, les constatations et les conclusions mettront en évidence, le cas échéant, les écarts observés au niveau de la performance et des résultats de l'opération pour les différents groupes de bénéficiaires. Le rapport devrait suivre une cohérence logique conduisant les constatations aux conclusions et les conclusions aux recommandations. Les recommandations seront limitées en nombre, applicables et ciblées sur les utilisateurs pertinents. Elles constitueront la base de la réponse de la direction du PAM au contenu de l'évaluation. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le descriptif du contenu du rapport d'évaluation et les modèles de présentation des effets directs et produits

La version préliminaire rapport sera soumise au service externe de soutien de qualité indépendant pour commentaires ; une version révisée sera ensuite soumise au Groupe de Référence de l'Évaluation pour commentaires avant d'être soumis au Comité d'Évaluation pour approbation. Les commentaires des parties prenantes seront enregistrés dans une matrice par le responsable de l'évaluation et transmis à l'équipe d'évaluation pour examen avant finalisation du rapport de démarrage.

55. **Phase de diffusion et suivi (mai-juin 2019)** : Le bureau de pays préparera une réponse de la direction détaillant les mesures qui seront prises pour faire suite à chaque recommandation accompagnée d'un échéancier. Le bureau régional coordonnera la réponse de la direction du PAM aux recommandations formulées lors de l'évaluation et suivra la mise en œuvre de ces mesures. Le Bureau de l'évaluation du siège soumettra aussi le rapport d'évaluation à un examen de la qualité à posteriori réalisé par un cabinet extérieur, qui rendra compte en toute indépendance de la qualité, de la crédibilité et de l'utilité de l'évaluation à la lumière des règles et normes en vigueur dans ce domaine.
56. **Notes sur les produits attendus** : L'équipe d'évaluation devra rédiger des rapports de très haute qualité, fondés sur des données factuelles et dépourvus d'erreurs. Le cabinet chargé de l'évaluation sera responsable en dernier ressort de la ponctualité et de la qualité des produits. Si les normes attendues ne sont pas atteintes, il devra, à ses propres frais, procéder aux ajustements nécessaires pour porter les produits d'évaluation au niveau de qualité requis.
57. Tous les documents relatifs à l'évaluation (Termes de référence (TDR), rapport de démarrage, présentation PowerPoint, rapport d'évaluation et matrice des recommandations) devront être écrits en français et suivre les modèles de Système d'assurance qualité des évaluations décentralisées (DEQAS)/ Les TDR, le rapport d'évaluation et la matrice de réponses aux recommandations seront accessibles au public et pourront être consultés sur le site web du PAM. Les autres produits de l'évaluation seront à usage interne.
58. Voir le calendrier d'évaluation en Annexe 2 pour plus d'informations.

5. Organisation de l'évaluation et considérations éthiques

5.1. Conduite de l'évaluation

59. L'équipe d'évaluation fera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en communication rapprochée avec le gestionnaire de l'évaluation du PAM. L'équipe sera embauchée à la suite de l'accord avec le PAM sur sa composition.
60. L'équipe d'évaluation n'aura pas été impliquée dans la conception ou la mise en œuvre du sujet de l'évaluation ou n'aura pas d'autre conflit d'intérêt. De plus, l'équipe agira de façon impartiale et respectera le [code de conduite de la profession](#) d'évaluation.

5.2. Composition et Compétences de l'équipe

61. L'équipe d'évaluation sera composée de professionnels internationaux. Il est prévu d'inclure 3 membres, dont le chef d'équipe. Au moins un membre de l'équipe devrait avoir une expérience pertinente au PAM. L'évaluation sera conduite si possible par une équipe mixte, de femmes et d'hommes, de divers horizons géographiques et culturels, ayant les compétences appropriées chaque membre de l'équipe devrait avoir une grande connaissance des exigences éthiques et a participé à une activité avec les agences des Nations Unies ou d'autres organisations qui encouragent un niveau élevé de pratiques éthiques.
62. L'équipe sera multidisciplinaire et comprendra des membres qui ensemble, formeront un équilibre d'expertise et de connaissances pratiques dans les zones suivantes :
 - Avoir un **Expert Senior en problématique hommes-femmes** possédant une solide connaissance et une expérience pratique sur l'analyse du genre et de son intégration dans les programmes humanitaires en Afrique.
 - Avoir un bilan solide et diversifié d'expérience en programmation du transfert de Cash et des vivres et une bonne compréhension de l'alimentation scolaire et des objectifs de filets de sécurité, de programmation et des impacts prévus. En outre, l'équipe devrait avoir une bonne compréhension des indicateurs de sécurité alimentaire et la programmation de la nutrition.
 - Etre parfaitement au fait des principes et les méthodes de travail de gestion du cycle de projet.
 - Tous les membres de l'équipe devraient avoir des **compétences analytiques et de communication** forte, une expérience en matière d'évaluation et une familiarité avec le RCA.
 - Tous les membres de l'équipe devraient avoir de fortes **compétences analytiques et communicationnelle**, expérience d'évaluation et au moins un membre de l'équipe devrait avoir connaissance de la RCA et ont une expérience cruciale dans la mise en œuvre de l'évaluation dans le contexte du pays à revenu intermédiaire.
 - Avoir un bon niveau de Français et d'Anglais oral et écrit. Au moins un membre de l'équipe doit avoir connaissance des langues locales pour les besoins de collecte de données ou sinon il faudra dans la mesure du possible engager un consultant local avec une expertise dans la langue locale.
63. Le Chef d'Equipe devra avoir une expertise technique dans le domaine du Genre, ainsi qu'une expertise la gestion d'équipe, conception méthodologique et outils de collecte de données, et une expérience avérée dans la conduite d'évaluations similaires. Elle/Il aura aussi des compétences de leadership, des compétences analytiques et en technique de communication, y compris des antécédents d'excellentes aptitudes de rédaction et de présentation en Français et en Anglais.
64. Ses principales responsabilités seront : i) définir l'approche de l'évaluation et la méthodologie ; ii) guider et la gérer l'équipe d'évaluation ; iii) conduire la mission d'évaluation et de représenter l'équipe d'évaluation ; IV) rédiger et à réviser, au besoin, le rapport de démarrage, la présentation du débriefing de fin des travaux sur le terrain (c.-à-d. les livrables) compte rendu de rapport de présentation et le rapport d'évaluation en conformité avec DEQAS.
65. Les membres de l'équipe réuniront une combinaison complémentaire d'expertise technique nécessaire et auront des expériences ultérieures de travail écrit sur des missions comparables.

66. Les membres de l'équipe seront chargés de : i) contribuer à la méthodologie dans leur domaine d'expertise basée sur un examen des documents ; ii) effectuer les travaux sur le terrain ; iii) participer aux réunions d'équipe et rencontres avec les participants ; iv) contribuer à l'élaboration et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) d'expertise.

5.3. Considérations de Sécurité

67. **Une habilitation de sécurité** si nécessaire doit être obtenue de l'UNDSS. Un briefing de sécurité sera donné à l'équipe d'évaluation sur place à Bangui.

En tant que « fournisseur indépendant » de services d'évaluation pour le PAM, la société d'évaluation est responsable de s'assurer de la sécurité⁶ de toutes les personnes embauchées, y compris les arrangements adéquats en cas d'évacuation médicale ou à cause de la situation sécuritaire. Les consultants embauchés par la société d'évaluation ne sont pas couverts par le système du Département des Nations Unies de Sûreté et de Sécurité (UNDSS) pour le personnel des Nations Unies.

68. Cependant, pour éviter tout incident de sécurité, le Gestionnaire de l'évaluation doit s'assurer que :

- Le Bureau de Pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès de l'Agent de Sécurité à l'arrivée dans le pays, et organise un briefing de sécurité pour qu'ils aient une idée de la situation sécuritaire sur le terrain.
- Les membres de l'équipe observent les règles de sécurité des Nations Unies applicables et les réglementations – par ex., les couvre-feux, etc.

5.4. Considérations éthiques

69. Les évaluations décentralisées du PAM doivent être conformes aux normes et standards éthiques du PAM et les directives éthiques pour l'évaluation du groupe d'évaluation des Nations Unies (GENU). Les évaluateurs sont responsables de la sauvegarde et de la garantie de l'éthique à toutes les étapes du cycle d'évaluation (préparation et conception, collecte des données, analyse des données, rapport). Cela devrait inclure, entre autres, garantir un consentement éclairé, protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des participants, assurer la sensibilité culturelle, respecter l'autonomie des participants, assurer un recrutement équitable des participants (y compris les femmes et les groupes socialement exclus) et veiller à ce que l'évaluation n'entraîne aucun préjudice pour les participants ou leurs communautés.

70. Les évaluateurs sont responsables de la gestion des risques et problèmes éthiques potentiels et doivent mettre en place, en consultation avec le gestionnaire de l'évaluation, des processus et des systèmes pour identifier, signaler et résoudre les problèmes éthiques pouvant survenir lors de la mise en œuvre de l'évaluation. Les approbations éthiques et les examens par les commissions d'examen nationales et institutionnelles pertinentes doivent être recherchés si nécessaire.

⁶ Field Courses: Basic <https://dss.un.org/bsitf/>; Advanced <http://dss.un.org/asitf>

6. Rôles et Responsabilités des Parties Prenantes

71. Le Bureau Pays du PAM :

- a- Le Management du BP (Directeur ou Directeur Adjoint)** prendra la responsabilité de :
- Assigner un gestionnaire de l'évaluation : **Souleika ABDILLAHI, Responsable de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire.**
 - Composer et présider le Comité d'évaluation interne et le groupe de référence d'évaluation (voir ci-dessous).
 - Approuver les TdR finaux, et les rapports de démarrage et de fin d'évaluation.
 - Assurer l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation à toutes les étapes, y compris l'établissement d'un Comité d'évaluation et d'un Groupe de Référence (voir ci-dessous et la NT sur l'Indépendance et l'Impartialité).
 - Participer aux discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et l'objet de l'évaluation, ses performances et les résultats, avec le gestionnaire de l'évaluation et l'équipe d'évaluation
 - Organiser et participer à deux, séances de réflexion/échange distincts, un interne et l'autre avec les intervenants externes
 - Superviser les processus de diffusion et suivi, y compris la préparation d'une réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation et la répartition des responsabilités pour prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ces recommandations.
- b- Gestionnaire de l'évaluation :**
- Gérer le processus d'évaluation à travers toutes les phases y compris la rédaction de ces TDR ;
 - S'assurer que des mécanismes d'assurance qualité sont opérationnelles, y compris l'appui du représentant adjoint à la convocation du Comité d'évaluation et du groupe de référence d'évaluation et le Secrétariat pour les deux.
 - Consolider et partager des commentaires sur le projet TDR, de création et d'évaluation des rapports avec l'équipe d'évaluation
 - S'assurer de l'utilisation prévue des mécanismes d'assurance qualité (listes de contrôle, service consultatif de soutien de qualité, documentation des commentaires des intervenants)
 - Veiller à ce que l'équipe ait accès à tous les documents et informations nécessaires à l'évaluation ; faciliter les contacts de l'équipe avec des intervenants locaux ; organiser des réunions, visites sur le terrain ; fournir un soutien logistique au cours du travail sur le terrain ; et prendre des dispositions pour l'interprétation et de traduction, comme / si nécessaire.
 - Organiser des briefings de sécurité pour l'évaluation de l'équipe et fournir tout le support matériel comme exigé.
- c- Un Comité d'évaluation Interne (CE)** a été formé pour s'assurer de l'indépendance et de l'impartialité de l'évaluation. Le Comité sera présidé par le directeur de pays adjoint et composé du gestionnaire de l'évaluation, personnel de programme, le chargé régional d'évaluation. CE examinera les livrables de l'évaluation et soutiendra la gestion globale du processus d'évaluation. La liste de membres est disponible dans l'Annexe 3.
- d- Un Groupe de Référence de l'évaluation (GRE)** a été créé et sera présidée par le directeur adjoint de pays, avec la représentation d'experts techniques du bureau pays et d'experts avec une expérience en matière d'intégration de la dimension de genre. Le GRE de l'évaluation sera constitué du Gouvernement de la RCA, des acteurs de développement locaux et internationaux,

les ONGs nationales et internationales, les bailleurs, les agences du système des Nations Unies. Le GRE va agir à titre consultatif et examinera les produits de l'évaluation afin de fournir une barrière de sécurité supplémentaire contre les prises de partie et les influences.

72. **Le Bureau Régional de Dakar** prendra la responsabilité de :

- Assigner un point de liaison pour l'évaluation : **Filippo POMPILI, Chargé Régional de l'Evaluation**, sera le point focal du Bureau régional et soutiendra la gestion globale de l'évaluation par le biais de membres du Comité d'évaluation.
- Participer, selon le cas, à des discussions avec l'équipe d'évaluation sur la conception de l'évaluation et sur le contenu de l'évaluation par l'intermédiaire du personnel de l'unité programmes pertinents (notamment la nutrition, la protection sociale et l'alimentation scolaire) ;
- Formuler des commentaires/observations sur le projet : TDR, de création et de rapports d'évaluation ;
- Appuyer l'élaboration de la réponse de la direction à l'évaluation et ;
- Suivre systématiquement la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation, veiller à ce que des leçons sont générés et quand c'est nécessaire partagé dans toute la région afin d'améliorer l'utilisation de l'évaluation.

73. **Les divisions appropriées du Siège du PAM** auront la responsabilité de :

- Discuter des stratégies, des politiques ou des systèmes dans leur zone de responsabilité PAM / si nécessaire ;
- Fournir des commentaires sur l'évaluation TOR et les projets de rapports de création et d'évaluation/si nécessaire.

74. **Les autres Participants (Gouvernement, ONGs, agences des Nations Unies)** feront partie du groupe de référence de l'évaluation, à travers lequel ils fourniront une rétroaction sur les rapports de création et d'évaluation de projet et participeront à des réunions avec l'équipe d'évaluation pour assurer une consultation suffisante pendant la collecte de données, débriefing et signalement.

75. **Le Bureau de l'Evaluation (OEV)** sera, par l'intermédiaire de l'agent d'évaluation régionale, fournira des conseils au gestionnaire de l'évaluation et un soutien au processus d'évaluation autant que nécessaire. Il est chargée de fournir l'accès à un service consultatif d'appui de qualité et indépendant pour l'examen des projets de rapports de création et d'évaluation en ligne avec les standards de l'évaluation. Il assurera également que le gestionnaire de l'évaluation et/ou le conseiller régionale de l'évaluation ont accès au bureau d'aide où aborder toutes les questions liées à l'évaluation. Enfin, OEV assurera que le rapport d'évaluation final est soumis à une assurance de la qualité a posteriori conformément aux normes d'évaluation du PAM.

7. Communication et budget

7.1. Communication

76. Pour assurer un processus efficace et sans heurt et améliorer l'apprentissage de cette évaluation, les évaluateurs devraient mettre l'accent sur une communication transparente et ouverte avec les principaux intervenants. Ceux-ci se réalisera en assurant un accord clair sur les canaux et la fréquence de communication avec et entre les intervenants clés.

77. Dans le cadre des normes internationales de l'évaluation, le PAM exige que toutes les évaluations rendues publiquement disponibles. Une réunion d'une journée se tiendra à Bangui, à la suite de l'approbation du rapport final d'évaluation pour présenter les principales conclusions de l'évaluation aux principales parties prenantes et discuter des prochaines étapes. Le rapport final et les documents connexes seront publiés sur les sites Web du PAM ainsi que les sites Web d'autres parties prenantes comme/le cas échéant, des dispositions seront prises afin que le rapport finale et résumé exécutif soient traduits en Anglais.

7.2. Budget

78. Le budget de l'évaluation inclus dans l'offre de la société indépendante d'évaluation devra couvrir :

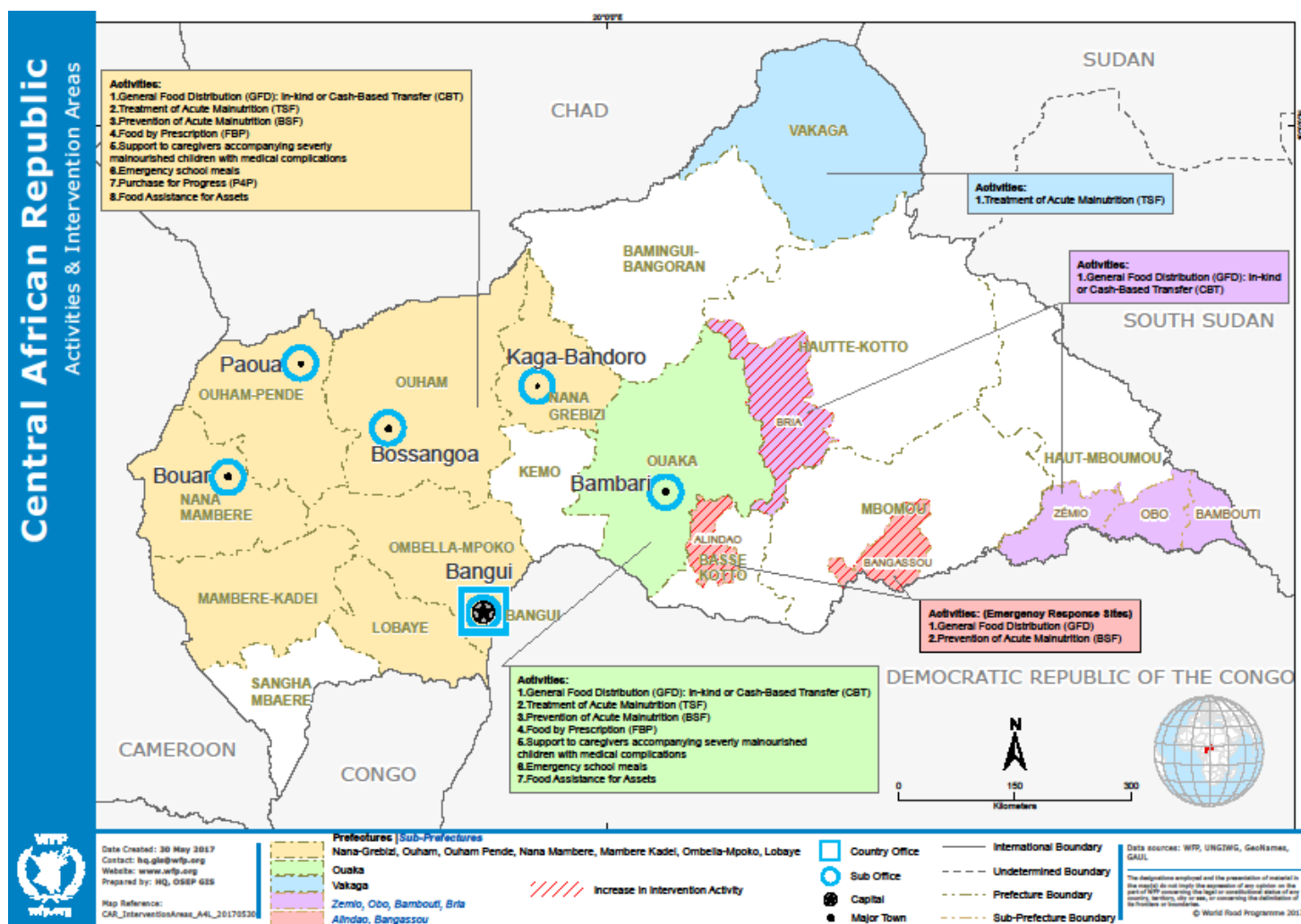
- Les honoraires et les *per diem* des évaluateurs indépendants, selon le LTA avec le PAM
- Leurs voyages internationaux
- Coûts de communication/diffusion ;

79. Le Bureau Pays sera directement en charge de l'appui logistique pour les voyages à l'intérieur du pays et les ateliers et débriefings.

80. Pour toute question liée à cette évaluation, veuillez contacter :

- Rocco Leone, Représentant adjoint et Président du Comité d'évaluation : rocco.leone@wfp.org, +23672187501
- Souleika Abdillahi, Responsable de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire et Gestionnaire de l'évaluation : souleika.abdilahi@wfp.org, +236 72187705

Annexe 1 Cartographie de la présence du PAM en RCA



Annexe 2 Calendrier de l'évaluation

	Phases, Produits à délivrer et Calendrier	Dates Clés
Phase 1 - Préparation		
	Etude documentaire, première ébauche des TDR et assurance qualité	Mai 2018
	Circulation des TDR et révision	Mai-juin 2018
	Approbation des TDR finaux par le Comité d'Evaluation	Juin 2018
	Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation	Juin-Juillet 2018
Phase 2 - Démarrage		
	Briefing du noyau de l'équipe et revue des documents	août 2018
	Préparation de l'ébauche du rapport de démarrage, y compris la méthodologie	Août-Septembre 2018
	Soumission de l'ébauche du rapport de démarrage	30 septembre 2018
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le Service Externe de soutien de qualité indépendant et partage de commentaires	1-7 octobre 2018
	Révision du rapport provisoire de démarrage	8-14 octobre 2018
	Soumission du rapport provisoire de démarrage révisé au PAM	14 octobre 2018
	Partage du rapport provisoire de démarrage avec le Groupe de Référence de l'Evaluation	15 octobre 2018
	Revue du rapport provisoire et partage de commentaires du GRE	15-29 octobre 2018
	Révision du rapport de démarrage par l'équipe d'évaluation	29 octobre – 6 novembre 2018
	Soumission du Rapport de Démarrage Révisé au PAM	7 novembre 2018
	Approbation du Rapport de Démarrage Final par le Comité d'Evaluation	Mi-novembre 2018
	Partage du rapport final de démarrage avec les participants dans un but informatif	Mi-novembre 2018
Phase 3 – Collecte de Données et Analyse		
	Briefing (Bangui)	Début mission
	Travail de Terrain	Novembre – Décembre 2018 (3 semaines)
	Débriefing interne et externe dans le pays	Fin mission
Phase 4 - Compte-rendu		
	Préparation de l'ébauche du Rapport d'évaluation	Février 2019
	Soumission de l'ébauche de Rapport d'évaluation au PAM	15 mars 2019
	Assurance qualité par le gestionnaire d'évaluation et le Service Externe de soutien de qualité indépendant et partage de commentaires	15 mars-30 mars 2019
	Révision du rapport provisoire d'évaluation	01-08 avril 2019
	Soumission du Rapport provisoire d'évaluation révisé au PAM	08 avril 2019
	Partage du rapport provisoire de l'évaluation avec le Groupe de Reference de l'Evaluation	23 avril 2019

	Revue du rapport provisoire et partage de commentaires du GRE	23 avril – 6 mai 2019
	Révision du Rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation	7-20 mai 2019
	Soumission du Rapport d'évaluation Final au PAM	20 mai 2019
	Approbation du Rapport Final par le Comité d'Evaluation	Fin mai 2019
Phase 5 - Diffusion et Suivi		
	Partage du rapport final de d'évaluation avec les parties prenantes	juin-juillet 2019
	Préparation de la Réponse de la Direction aux recommandations de l'évaluation	juin-juillet 2019
	Atelier de diffusion du rapport de l'évaluation	Juillet 2019

Annexe 3 Membres du comité d'évaluation interne et du groupe de référence de l'évaluation

COMITE D'EVALUATION INTERNE :

Objectif et fonction : L'objectif général du comité d'évaluation est d'assurer un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Pour y parvenir, il aidera le gestionnaire de l'évaluation tout au long du processus, en examinant les produits attendus de l'évaluation (termes de référence, rapport initial et rapport d'évaluation) et les soumettra pour approbation au directeur de pays qui présidera le comité.

Le directeur de pays en tant que Président du comité d'évaluation prendra des décisions sur des aspects clés de l'évaluation, notamment :

- Le budget, l'allocation des fonds et la sélection de l'équipe d'évaluation ;
- L'approbation des termes de référence, du rapport initial et du rapport d'évaluation.

Composition du Comité :

Rocco LEONE – Adjoint Représentant du Bureau de Pays du PAM RCA (Président du comité)

Souleika ABDILLAHI – Responsable de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (Responsable de l'Evaluation)

Ibrahima DIALLO – Chef de programme

Wilfrid KODJOH – Head of Sub Office – Bouar

Mahoua COULIBALY - Head of Sub Office – Paoua

Bibata SANKARA – Head of Sub Office – Bambari

Aïza KPERY-MATSOUKA – Programme Assistant M&E/Gender Focal point

Filippo POMPILI – Bureau Régional - Régional Evaluation Officer

GROUPE DE REFERENCE DE L'EVALUATION

Objectif et fonction : L'objectif général du groupe de référence de l'évaluation (GRE) est de contribuer à l'exécution d'un processus d'évaluation crédible, transparent, impartial et de qualité, conformément à la politique du PAM en matière d'évaluation (2016-2021). Les membres du groupe de référence examinent la version provisoire des termes de référence, du rapport de démarrage et rapport d'évaluation et formulent des observations à leur sujet. Ils fournissent des conseils en leur qualité de spécialistes, mais n'assument

aucune responsabilité en matière de gestion. L'approbation des produits de l'évaluation relève du directeur de pays, en sa qualité de président du comité d'évaluation.

Composition du GER :

Le groupe de référence comprend des parties prenantes internes et externes.

	Prénom et nom	Fonctions
Bureau de pays du PAM RCA	Rocco LEONE	Adjoint Représentant du Bureau de Pays du PAM RCA (Président du comité)
	Souleika ABDILLAHI	Responsable de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (Responsable de l'Evaluation)
	Ibrahima DIALLO	Chef de programme
	Mahoua COULIBALY	Head of Sub Office – Paoua
	Bibata SANKARA	Head of Sub Office – Bambari
	Aïza KPERY-MATSOUKA	Programme Assistant M&E/Gender Focal point
	Wilfrid KODJOH	Head of Sub Office – Bouar
Bureau Régional du PAM Dakar et Siège	Filippo POMPILI	Conseiller en Evaluation
	Laurène GOUBLET	Chargée de programme CBT
	Raky CHAUPIN	Conseiller Genre
	Véronique SAINTE-LUCE	HQ Gender Office/ Senior Programme Advisor
	Désirée LWAMBO	VAM Gender RB
Partenaires gouvernementaux	PANA Aline Gisèle	Ministère de la Promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant
	Natalie Tcheckoué	Ministère de l'Education
	Martine FATIME	Ministère de l'Agriculture - Directrice de la sécurité alimentaire et nutrition
	Brunon NGOLI	Ministère du Plan - CEGAL
Agences des Nations-Unies	Jean-Alexandre Scaglia	FAO
	Christine Muhigana	UNICEF
		UNHCR
	Amira Diallo	UNFPA- GBV Coordinator
	Ayoo Osen Odicoh	OCHA - Conseillère Principale en genre de l'IASC
	Dr. Diallo Yayé Kanny	ONUSIDA
Autres partenaires	Eric Batonon	NRC
	Moussa Sangara	World Vision
	Henri-Noël TATANGANG	Plan International
	Ninga Wono Mallo	AFRBD
Donateurs		USAID
		Norvège
		Canada
		EU

Annexe 4 : Nombre des bénéficiaires prévus dans l'ICSP 2018

TABLE 1: FOOD AND CASH-BASED TRANSFER BENEFICIARIES BY STRATEGIC OUTCOME AND ACTIVITY				
Strategic outcome	Activity	Women	Men	Total
1	1. Provide general food distributions, nutritious food and/or cash based transfers to refugees, IDPs, returnees and crisis-affected host communities (activity category 1; modality: food, CBTs)	385 247	341 634	726 881
	2. Distribute emergency school meals to primary schoolchildren from crisis-affected families in targeted localities (activity category 4; modality: food)	128 271	113 748	242 019
2	3. Implement the blanket supplementary feeding programme for the prevention of MAM among children aged 6–23 months (activity category 6; modality: food, capacity strengthening)	19 167	16 997	36 163
	4. Provide a comprehensive package for the prevention and treatment of malnutrition to children with MAM aged 6–59 months and pregnant and lactating women and girls and provide food by prescription to ART patients (activity category 5; modality: food, CBTs, capacity strengthening)	61 335	19 911	81 247
	5. Provide capacity strengthening to health district authorities, health centre staff and community health workers in programme design, implementation and monitoring to deliver the Scaling Up Nutrition agenda (activity category 9; modality: capacity strengthening)	-	-	-
	6. Provide nutritious school meals to schoolchildren in targeted areas (activity category 4; modality: food)	19 311	17 127	36 438
3	7. Provide smallholder farmers with transfers to support asset creation and technical assistance to increase their access to markets, including purchases for WFP-supported school meals (activity category 2; modality: food, CBTs, capacity strengthening)	146 943	130 308	277 252
4	8. Provide national capacity strengthening in zero hunger policies, strategic planning and delivery of programmes to public officials (activity category 9; modality: capacity strengthening)	-	-	-
	9. Provide capacity strengthening to the Government to establish a national social safety-net platform in collaboration with the World Bank and MINEPC, informed by national and subnational zero hunger data and monitoring and accountability systems (activity category 10; modality: capacity strengthening)	-	-	-

TABLE 1: FOOD AND CASH-BASED TRANSFER BENEFICIARIES BY STRATEGIC OUTCOME AND ACTIVITY				
Strategic outcome	Activity	Women	Men	Total
5	10. Provide common logistics and ETC services to the Government and United Nations and NGO partners to run effective field operations and provide for staff security (activity category 10; modality: service delivery)	-	-	-
	11. Provide humanitarian air services to all partners until appropriate alternatives are available (activity category 10; modality: service delivery)	-	-	-
Total		760 274	639 726	1 400 000
Total (without overlap)		698 954	588 128	1 287 082

Annexe 5 Acronymes

ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance
BPs	Bureaux de Pays
CMP	Commission de Mouvements de Population
ECHO	Direction Générale de la Protection Civile et des Opérations d'Aide Humanitaire Européennes
EMOP	Opération d'urgence (Ang. Emergency Operation)
ENSA	Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire
ETC	Emergency Telecommunication Cluster
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Ang. Food and Agriculture Organisation)
FIDA	Fonds international de développement agricole
FSA	Filet de sécurité alimentaire
GENU	Groupe d'évaluation des Nations Unies (Ang. United Nations Evaluation Group - UNEG)
ICSP	Interim Country Strategic Plan
IDP	internally displaced person
MAM	Malnutrition aigüe modérée
OEV	Bureau d'Evaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PDM	Monitoring post-distribution (Ang. Post distribution monitoring)
RCPCA	Plan National de Relèvement et de la consolidation de la Paix
SNU	Systèmes des Nations Unies
SPR	Rapport standard de projet (Ang. Standard projet report)
SUN	Scaling Up Nutrition (movement)
TdR	Termes de référence
UNDAF+	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement de la Centrafrique Plus
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (Ang. United Nations of International Children's Emergency Fund)
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping

Annexe 6. Plan de Communication externe

QUAND <i>Phase d'évaluation</i>	QUOI <i>Produit de communication</i>	A QUI <i>Organisations ciblées ou individus/position</i>	A quel niveau <i>Niveau Organisationnel de communication</i>	DE QUI <i>Responsable du personnel du bureau avec nom / poste</i>	COMMENT <i>Moyens de communication</i>	POURQUOI <i>But de la communication</i>
Planification <i>mars 2018</i>	Calendrier provisoire et portée de l'évaluation -	Contreparties gouvernementales, partenaires ONG, partenaires des Nations Unies, donateurs	Stratégique et Opérationnel	Directeur Adjoint du bureau pays	Email	Pour confirmer l'intention d'apprendre / rendre compte des résultats sur le sujet
Préparation <i>Mars-juin 2018</i>	Ébauche des TdR	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Opérationnel/ Technique	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Pour la revue et les commentaires sur les TdR
	TdR finaux	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Stratégique+ Opérationnel/ Technique	Directeur Adjoint du bureau pays	Email + discussions durant des rencontres de coordination si nécessaire	Pour informer les parties prenantes du plan global, du but, de la portée et du calendrier de l'évaluation et de leurs rôles
Démarrage <i>Sep-déc. 2018</i>	Ébauche du rapport de démarrage	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Opérationnel/ technique	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Pour la revue et les commentaires sur l'ébauche du rapport de démarrage
	Rapport de démarrage final	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Stratégique+ Opérationnel/ Technique	Directeur Adjoint du bureau pays	Email + discussions durant des rencontres de coordination si nécessaire	Pour informer les parties prenantes du plan détaillé de l'évaluation, de leurs rôles et de leurs implications dans l'évaluation

QUAND	QUOI	A QUI	A quel niveau	DE QUI	COMMENT	POURQUOI
<i>Phase d'évaluation</i>	<i>Produit de communication</i>	<i>Organisations ciblées ou individus/position</i>	<i>Niveau Organisationnel de communication</i>	<i>Responsable du personnel du bureau avec nom / poste</i>	<i>Moyens de communication</i>	<i>But de la communication</i>
Collecte des données et analyse <i>Nov-dec 2018</i>	Présentation powerpoint	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Technique/ opérationnel	Gestionnaire de l'évaluation	Email	Inviter les parties prenantes à la réunion de debriefing externe, pour discuter des résultats préliminaires
Compte rendu <i>jan-mar 2019</i>	Ébauche du rapport d'évaluation	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence (GRE)	Niveaux techniques et managérial	Gestionnaire de l'évaluation au nom du comité de l'évaluation	Email	Demande de commenter l'ébauche du rapport
	Rapport final d'évaluation	- Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE) -Grand public	Tous les niveaux -Radios communautaires -Utilisateurs de www.wfp.org -Utilisateurs de sites partenaires	- Gestionnaire de l'évaluation +le chargé de programme -Point focal des organisations partenaires	Email -en postant le rapport sur www.wfp.org -en postant sur les sites partenaires	Pour informer toutes les parties prenantes du principal produit final de l'évaluation Pour rendre le rapport disponible publiquement
Diffusion et suivi <i>Mai-juin 2019</i>	Ébauche de la réponse du de la direction aux recommandations de l'évaluation	Parties prenantes clés à travers le groupe de référence de l'évaluation (GRE)	Niveau technique et managérial, dépendant du sujet de l'évaluation et leur responsabilité à prendre action	Gestionnaire de l'évaluation, au nom du comité d'évaluation	-Email	Pour communiquer les actions suggérées sur les recommandations et les commentaires formulés spécialement sur les actions exigées par les parties prenantes externes

QUAND	QUOI	A QUI	A quel niveau	DE QUI	COMMENT	POURQUOI
<i>Phase d'évaluation</i>	<i>Produit de communication</i>	<i>Organisations ciblées ou individus/position</i>	<i>Niveau Organisationnel de communication</i>	<i>Responsable du personnel du bureau avec nom / poste</i>	<i>Moyens de communication</i>	<i>But de la communication</i>
	Réponse finale de la Direction	-Grand public	-Utilisateurs de www.wfp.org -Utilisateurs des sites partenaires	Gestionnaire de l'évaluation Point focal des organisations partenaires	-en postant le rapport sur www.wfp.org -en postant sur les sites partenaires	Pour rendre la réponse de la direction disponible et publique
	Atelier de diffusion du rapport de l'évaluation	Grand public	Stratégique et Opérationnel	Gestionnaire de l'évaluation	Email + discussions durant des rencontres	Pour communiquer les actions suggérées sur les recommandations